BENOIT SAVREUX
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

23 rue de la Liberté
92140 CLAMART

# ASSOCIATION UNION DES COUVEUSES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

SIRET 441 683 612 00044

**Siège Social**

28 Place de la Bourse
Palais Brongniart
75002 PARIS

# RAPPORT
# DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
# SUR LES COMPTES ANNUELS

## Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents

de l'Association **UNION DES COUVEUSES**

**********

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **« UNION DES COUVEUSES »** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe concernant la mention du règlement comptable.

C'est la première application du règlement **ANC n° 2022-06** modifiant le plan comptable général. Ce nouveau référentiel redéfinit notamment le périmètre du résultat exceptionnel et modifie les modalités de comptabilisation de certaines opérations courantes comme la suppression des transferts de charges.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- les produits comptabilisés au titre des conventions de financement sont bien conformes à la réalité de l'activité de l'exercice ;
- la prise en compte de toutes les créances et les dettes inscrites à l'actif et au passif du bilan de l'association à la fin de son exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Clamart, le 30 septembre 2026



**Benoît SAVREUX**
Commissaire aux comptes titulaire
Membre de la CRCC de Versailles

# Bilan

| | Brut | Amortissements Dépréciations | Net au 31/12/25 | Net au 31/12/24 |
|---|---|---|---|---|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | | | |
| Concessions, brevets et droits assimilés | 86 226,00 | 67 874,40 | 18 351,60 | 23 938,80 |
| **Immobilisations corporelles** | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 20 110,99 | 15 653,74 | 4 457,25 | 5 143,25 |
| Immobilisations financières | | | | |
| TIAP & autres titres immobilisés | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| Autres immobilisations financières | 3 014,90 | | 3 014,90 | 3 014,90 |
| **Total I** | **109 851,89** | **83 528,14** | **26 323,75** | **32 596,95** |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks | | | | |
| Créances | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | 112 761,00 | 1 800,00 | 110 961,00 | 83 091,00 |
| Autres créances | 16 018 251,67 | | 16 018 251,67 | 14 520 811,39 |
| Divers | | | | |
| Disponibilités | 1 307 133,91 | | 1 307 133,91 | 1 925 409,63 |
| Charges constatées d'avance | 2 579,50 | | 2 579,50 | |
| **Total II** | **17 440 726,08** | **1 800,00** | **17 438 926,08** | **16 529 312,02** |
| **TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)** | **17 550 577,97** | **85 328,14** | **17 465 249,83** | **16 561 908,97** |

# Bilan

| | Net au 31/12/25 | Net au 31/12/24 |
|---|---|---|
| FONDS PROPRES | | |
| **Fonds propres sans droit de reprise** | **399 970,18** | **340 649,36** |
| Autres fonds propres sans droit de reprise | 399 970,18 | 340 649,36 |
| **Fonds propres avec droit de reprise** | | |
| **Réserves** | **25 672,07** | **25 672,07** |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 25 672,07 | 25 672,07 |
| **Excédent ou déficit de l'exercice** | **43 881,86** | **59 320,82** |
| **Situation nette (sous–total)** | **469 524,11** | **425 642,25** |
| Subventions d'investissement | 1 921,25 | 2 531,25 |
| **Total I** | **471 445,36** | **428 173,50** |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds dédiés | | 43 650,00 |
| **Total II** | | **43 650,00** |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 74 969,00 | 47 480,00 |
| Provisions pour charges | 111 500,00 | 50 000,00 |
| **Total III** | **186 469,00** | **97 480,00** |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 30 325,86 | 32 894,91 |
| Dettes fiscales et sociales | 95 161,76 | 116 404,40 |
| Autres dettes | 15 846 708,85 | 15 021 841,16 |
| Produits constatés d'avance | 835 139,00 | 821 465,00 |
| **Total IV** | **16 807 335,47** | **15 992 605,47** |
| **TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)** | **17 465 249,83** | **16 561 908,97** |

# Compte de résultat

| | du 01/01/25<br>au 31/12/25<br>12 mois | du 01/01/24<br>au 31/12/24<br>12 mois |
|---|---|---|
| **Produits d'exploitation** | | |
| Cotisations | 33 200,00 | 30 400,00 |
| Ventes de biens et de services | 58 156,00 | 527 866,60 |
| **Ventes de prestations services** | **58 156,00** | **527 866,60** |
| Produits de tiers financeurs | 652 253,00 | 109 049,00 |
| **Concours publics et subventions d'exploitation** | **652 253,00** | **109 049,00** |
| Repr. / amort., dépréc. et prov. | 40 000,00 | 28 221,44 |
| Autres produits | 6 994,31 | |
| **Total des produits d'exploitation (I)** | **790 603,31** | **695 537,04** |
| **Charges d'exploitation** | | |
| Autres achats et charges externes | 182 528,72 | 132 546,17 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 7 645,87 | 4 856,39 |
| Salaires | 354 218,26 | 295 515,96 |
| Cotisations sociales | 129 044,11 | 117 695,96 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 7 861,21 | 8 200,95 |
| **Sur immob. : dotations aux amort.** | **7 861,21** | **8 200,95** |
| Dotations aux provisions | 67 489,00 | 97 480,00 |
| Autres charges | 20 635,56 | 39 013,07 |
| **Total des charges d'exploitation (II)** | **769 422,73** | **695 308,50** |
| **1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I–II)** | **21 180,58** | **228,54** |
| **Produits financiers** | | |
| De participation | 29 383,28 | 27 076,26 |
| **Total des produits financiers (III)** | **29 383,28** | **27 076,26** |
| **Charges financières** | | |
| Intérêts et charges assililées | | 13,77 |
| **Total des charges financières (IV)** | | **13,77** |
| **2. RESULTAT FINANCIER (III–IV)** | **29 383,28** | **27 062,49** |
| **3. RESULTAT COURANT avant impôts (I–II+III–IV)** | **50 563,86** | **27 291,03** |
| **Total des produits exceptionnels (V)** | | **39 383,79** |
| **Total des charges exceptionnelles (VI)** | | **1 355,00** |
| **4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V–VI)** | | **38 028,79** |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 6 682,00 | 5 999,00 |
| **Total des produits (I + III + V)** | **819 986,59** | **761 997,09** |
| **Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)** | **776 104,73** | **702 676,27** |
| | | |
| **EXCEDENT OU DEFICIT** | **43 881,86** | **59 320,82** |
| | | |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE** | | |
| **TOTAL** | | |
| **CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU** | | |
| TOTAL | | |

# Annexe

# Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : UNION DES COUVEUSES (UCE)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 17 465 250 Euro
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 43 882 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci–après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/09/2026 par les dirigeants de l'association.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur .

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

## Première application du règlement ANC 2022–06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, la société applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.
Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.
Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N–1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la

# Règles et méthodes comptables

présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel
Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges
Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission
Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

# Règles et méthodes comptables

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

# Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Montant brut à l'ouverture de l'exercice | Augmen-tations | Diminutions | Montant brut à la clôture de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| – Frais d'établissement et de développement | | | | |
| – Fonds commercial | | | | |
| – Autres postes d'immobilisations incorporelles | 98 844 | | 12 618 | 86 226 |
| Immobilisations incorporelles | 98 844 | | 12 618 | 86 226 |
| – Terrains | | | | |
| – Constructions sur sol propre | | | | |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| – Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| – Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| – Installations générales, agencements aménagements divers | | | | |
| – Matériel de transport | | | | |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 29 625 | 1 588 | 11 102 | 20 111 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | |
| – Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| – Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 29 625 | 1 588 | 11 102 | 20 111 |
| – Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| – Autres participations | | | | |
| – Autres titres immobilisés | 500 | | | 500 |
| – Prêts et autres immobilisations financières | 3 015 | | | 3 015 |
| Immobilisations financières | 3 515 | | | 3 515 |
| **Total** | **131 983** | **1 588** | **23 719** | **109 852** |

# Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

| | Virements de poste à poste | Virements provenant de l'actif circulant | - Acquisitions | Entrées Apports | - Créations |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ventilation des augmentatio** | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | 1 588 | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| **Augmentations de l'exercice** | | | **1 588** | | |
| | | | | | |

| | Virements de poste à poste | Virements provenant de l'actif circulant | - Cessions | Sorties Scissions | - Mise hors service |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ventilation des diminutions** | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | 12 618 | | |
| Immobilisations corporelles | | | 11 102 | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| **Diminutions de l'exercice** | | | **23 719** | | |
| | | | | | |

Amortissements des immobilisations

# Notes sur le bilan

| | Durée d'utilisation ou taux d'amortissement | Mode d'amortissement | Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|
| – Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| – Fonds commercial | | | | | | |
| – Autres immobilisations incorporell | | | 74 905 | 5 587 | 12 618 | 67 874 |
| Immobilisations incorporelles | | | 74 905 | 5 587 | 12 618 | 67 874 |
| – Terrains | | | | | | |
| – Constructions sur sol propre | | | | | | |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | | | |
| – Installations générales, agencement et aménagements des constructions | | | | | | |
| – Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | | |
| – Installations générales, agencement et aménagements divers | | | | | | |
| – Matériel de transport | | | | | | |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 5 à 10 ans | | 24 481 | 2 274 | 11 102 | 15 654 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | 24 481 | 2 274 | 11 102 | 15 654 |
| **Total** | | | **99 386** | **7 861** | **23 719** | **83 528** |

# Notes sur le bilan

## Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 16 136 607 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|---|---|---|---|
| **Créances de l'actif immobilisé :** | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 3 015 | | 3 015 |
| **Créances de l'actif circulant :** | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 112 761 | 112 761 | |
| Autres | 16 018 252 | 16 018 252 | |
| Charges constatées d'avance | 2 580 | 2 580 | |
| **Total** | **16 136 607** | **16 133 592** | **3 015** |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|---|---|
| Banque – Intérêts courus à recevoir | 6 170 |
| **Total** | **6 170** |

# Notes sur le bilan

## Provisions

Tableau des provisions

| | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Montant à la clôture de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| **Provisions pour risques** | | | | | |
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| **Provisions pour charges** | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | | | | | |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| **Autres provisions pour risques et charges** | | | | | |
| Autres provisions | 97 480 | | | | 186 469 |
| **Total** | **97 480** | | | | **186 469** |
| **Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :** | | | | | |
| Exploitation | | 67 489 | 40 000 | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |

# Notes sur le bilan

## Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 16 807 335 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéance à un an au plus | Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus | Echéance à plus de cinq ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| – à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| – à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 30 326 | 30 326 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 95 162 | 95 162 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 15 846 709 | 15 846 709 | | |
| Produits constatés d'avance | 835 139 | 835 139 | | |
| **Total** | **16 807 335** | **16 807 335** | | |

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice
(**) Dont envers les associés

Charges à payer

| | Montant |
|---|---|
| Fournisseurs – fact. non parvenues | 15 354 |
| Dettes provis. pr congés à payer | 10 997 |
| Personnel – autres charges à payer | 7 000 |
| Charges sociales s/congés à payer | 5 750 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 7 500 |
| Divers – charges à payer | 440 |
| **Total** | **47 041** |

# Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|---|---|---|---|
| Charges constatées d avance | 2 580 | | |
| **Total** | **2 580** | | |
| | | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|---|---|---|---|
| Produits constatés d avance | 835 139 | | |
| **Total** | **835 139** | | |
| | | | |